Jugt n° 119/2015

Notice du Parquet : 28488/11/CD

Opp. 1x

DEFAUT

JUGEMENT SUR OPPOSITION

Audience publique du 13 janvier 2015

Le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, **douzième chambre**, siégeant en matière correctionnelle, a rendu le jugement qui suit :

Dans la cause du Ministère Public contre:

P.1.),
née le **(…)** à **(…)** (Allemagne),
demeurant à D-**(…)** ;

- p r é v e n u e -

F A I T S :

La prévenue **P.1.)**a été condamnée par jugement numéro 2305/2013, rendu, par défaut, en date du 15 juillet 2013, par le Tribunal correctionnel de Luxembourg et dont les considérants et le dispositif sont conçus comme suit:

Vu la citation du 21 mars 2013.

La prévenue **P.1.)**, quoique régulièrement citée, ne comparut pas à l'audience, il y a dès lors lieu de statuer par défaut à son égard.

Vu l'ordonnance numéro 3144/12 de la chambre du conseil du 5 décembre 2012, renvoyant, moyennant circonstances atténuantes, la prévenue **P.1.)** devant une chambre correctionnelle du Tribunal de céans pour être jugée du chef des infractions d'escroquerie, de vol domestique, subsidiairement d'abus de confiance, de faux et usage de faux, d'extorsion et de blanchiment.

Vu l'instruction menée en cause.

Vu les rapports numéros SRPS-LUX/2012/JDA-20032/4/DR du 19 juillet 2012 et SRPS-LUX/2012/JDA-20032/2/DR du 28 février 2012, établis par la Police Grand-Ducale, circonscription régionale de Luxembourg, Service Régional de Polices Spéciales Luxembourg - Groupe Enquêteurs – et le procès-verbal numéro 10041 du 30 janvier 2012 établi par la Police Grand-Ducale, circonscription régionale de Diekirch, CI Diekirch.

Vu la plainte avec constitution de partie civile de la société **SOC.2.)** GMBH du 8 novembre 2011 auprès du juge d'instruction ainsi que son complément du 23 mai 2012.

<u>Au pénal</u>

Le Ministère Public reproche à **P.1.)** d'avoir, dans la période de fin de l'année 2008 au 18 juillet 2011, au Grand-Duché de Luxembourg auprès de différents magasins **SOC.2.)** à Esch-sur-Alzette, **LIEU.2.)**, Luxembourg, **LIEU.5.)**, **LIEU.7.)**, **LIEU.8.)**, **LIEU.9.)**, **LIEU.10.)**, **LIEU.11.)**, **LIEU.6.)**, **LIEU.12.)** et **LIEU.13.)**, et en Allemagne à **LIEU.14.)**, commis un nombre impressionnant d'infractions (129) pouvant être qualifiées d'escroquerie, de vol domestique subsidiairement d'abus de confiance, de faux et usage de faux et de blanchiment, en sa qualité de responsable des magasins **SOC.2.)** au Grand-Duché de Luxembourg causant ainsi un préjudice de 38.494,98 euros au détriment de son employeur, la société **SOC.2.)** GMBH actuellement **SOC.1.)** GMBH.

Il est encore reproché à la prévenue d'avoir, pendant la période de février 2011 au 21 mars 2011, commis une extorsion au préjudice de **PC.1.)**, employée au service du magasin **SOC.2.)** en la menaçant de licenciement. Le préjudice causé à cette dernière s'élève à 4.600 euros, étant donné que 500 euros ont été remboursés par la prévenue sur le montant initial de 5.100 euros.

Les faits tels qu'ils résultent du dossier répressif peuvent être résumés comme suit :

Le 8 novembre 2011, le mandataire de la société **SOC.2.)** GMBH a déposé une plainte avec constitution de partie civile devant le juge d'instruction à l'encontre de **P.1.)** pour escroquerie, abus de confiance, vol domestique , faux et usage de faux et blanchiment.

P.1.) a commencé à travailler pour la société **SOC.2.)** GMBH en 1992 où la prévenue effectuait son apprentissage à l'époque.

À partir du 1er septembre 2005, la prévenue était devenue la responsable des magasins **SOC.2.)** au Grand-Duché de Luxembourg. **P.1.)** était chargée du contrôle et de la surveillance de tous ces magasins.

La prévenue visitait et contrôlait régulièrement les magasins et elle vérifiait leurs inventaires. Elle faisait encore régulièrement des contrôles de caisse.

Suite à la découverte des infractions commises par **P.1.)**, celle-ci fut licenciée avec effet immédiat en date du 11 août 2011.

Il est donc reproché à la prévenue d'avoir, en abusant de sa fonction de responsable des magasins **SOC.2.)**, soustrait frauduleusement, à de multiples reprises, des sommes variables des caisses dont elle effectuait le contrôle. **P.1.)** justifiait ces différents vols par de faux retours de caisse.

Le 23 mai 2012, le mandataire de la société **SOC.2.)** GMBH a complété sa plainte avec constitution de partie civile devant le juge d'instruction à l'encontre de **P.1.)**. Il lui repoche encore d'avoir procédé au contrôle du contenu de certains trésors des magasins **SOC.2.)** et d'en avoir soustrait différentes sommes.

Pour justifier trois de ses vols, la prévenue aurait falsifié le livre de caisse du magasin **SOC.2.)** à **LIEU.11.)** en date des 22, 24 et 26 novembre 2010.

Il lui est également reproché d'avoir soustraits des caméras compactes et des téléphones mobiles au préjudice de son employeur pour les remettre à la vente dans des magasins **SOC.2.)** et de se faire rembourser ainsi la valeur de ces objets.

La société **SOC.2.)** GMBH a pu retracer que la prévenue a faussé ses relevés de travail hebdomadaire attestant des fausses présences dans différents magasins **SOC.2.)**, justifiant ainsi ses heures de travail, alors qu'elle faisait valoir des remboursements de carburants pris au même moment dans d'autres endroits éloignés de ses prétendus lieux de travail.

La société a pu établir que la prévenue s'est fait rembourser par son employeur le prix de matériel de jardinage acheté pour son usage personnel privé.

P.1.) a encore signé une quittance attestant le paiement au profit d'une bonne œuvre pour la somme de 100 euros, alors qu'en réalité elle a gardé cet argent pour elle-même.

Le préjudice causé par les agissements frauduleux s'élèverait à 38.494,98 euros.

Il ressort encore des pièces du dossier répressif que la prévenue a, à plusieurs reprises, falsifié les inventaires d'un grand nombre de magasins **SOC.2.)** au Luxembourg pour donner une fausse situation comptable de ces stocks pour éviter des contrôles de la centrale **SOC.2.)** en Allemagne.

Il ressort enfin du procès-verbal numéro 10041 du 30 janvier 2012 établi par la Police Grand-Ducale, circonscription régionale de Diekirch, CI Diekirch que **P.1.)** a extorqué au préjudice d'une des employées du magasin **SOC.2.)** à **LIEU.6.)** la somme de 5.100

euros sous la menace d'un licenciement de celle-ci. La prévenue a remboursé seulement 500 euros de la somme extorquée.

Entendue par devant le juge d'instruction, **P.1.)** a contesté toutes les infractions lui reprochées.

P.1.) ne s'est pas présentée à l'audience publique.

En droit

Le vol domestique

Le vol domestique exige, pour être donné, la réunion cumulative des éléments constitutifs suivants :

1.la soustraction d'une chose
2.une chose mobilière appartenant à autrui
3.une intention frauduleuse, et
4.l'auteur du fait doit se trouver dans un des cas de figure prévus à l'article 464 du code pénal

Il résulte du dossier répressif que **P.1.)** s'est appropriée des sommes d'argent en liquide pour un total de 38.494,98 euros au préjudice de son employeur dans les différents magasins **SOC.2.)** au Luxembourg dont elle avait le contrôle.

L'infraction de vol exige encore le dol spécial, à savoir que l'intention du voleur est d'arriver à une appropriation injuste. Il veut s'emparer de la chose, se comporter comme son propriétaire, alors qu'il sait qu'elle est à autrui et que le propriétaire n'y consent pas (Introduction à l'étude du vol en droit belge et en droit français, Raymond CHARLES, 1961, n°166, 167 et 168, p.49 et 50).

Au vu de la multiplicité des faits et de la fabrication d'un nombre important de faux de toutes sortes, pour justifier les soustractions, il est établi que **P.1.)** a agi dans une intention frauduleuse.

Le vol domestique tel que prévu à l'article 464 du code pénal comprend trois catégories de faits, à savoir ; a) le vol commis par un domestique ou un homme de service à gages, soit au préjudice de son maître, soit au préjudice de personnes étrangères, qui se trouvaient dans la maison de son maître, ou dans celle où il l'accompagnait ; b) le vol commis par un ouvrier, compagnon ou apprenti dans la maison, l'atelier ou le magasin de son maître ; c) le vol commis par l'individu travaillant habituellement dans l'habitation où il a volé (R.P.D.B., verbo : vol, No 341).

Il est à suffisance prouvé par les éléments du dossier répressif qu'au moment des faits **P.1.)** était employée par la firme **SOC.2.)** et qu'elle a commis les vols au préjudice de son employeur.

Il y a partant lieu de retenir la circonstance aggravante de la domesticité à son encontre.

L'abus de confiance libellé à titre subsidiaire

Le Tribunal constate que les faits tels que libellés sub 41, 42, 43, 45, 46, 47, 53 et 54 à titre subsidiaire par la chambre du conseil ne tombent pas sous la qualification d'abus de confiance, mais doivent être qualifiés de vol domestique.

La remise momentanée de la chose, n'entraînant pas dépossession, n'est pas visée par l'article 491 du code pénal ayant pour objet l'abus de confiance. L'enlèvement de cette chose constitue le vol.

Ainsi, la différence essentielle entre le vol et l'abus de confiance consiste en ce que le voleur usurpe la possession de l'objet volé et commet ainsi une soustraction, tandis que l'auteur de l'abus de confiance intervertit la possession précaire qui lui avait été transmise et commet un détournement. Ce dernier délit suppose donc nécessairement un acte de transfert de possession. Celui qui obtient, non la possession, mais la simple détention matérielle et momentanée de la chose et qui s'en empare, usurpe réellement une possession qui ne lui avait pas été transmise, et commet donc une soustraction véritable, c'est-à-dire un vol (C.A. du 21 janvier 2009, arrêt 44/09 X, MP v B.).

Il convient partant de retenir la prévenue **P.1.)** dans les liens de l'infraction de vol domestique libellée à son encontre à titre principal du renvoi en ce qui concerne les soustractions dans les différents trésors de certains magasins **SOC.2.)** et en ce qui concerne le vol des caméras compactes ainsi que des téléphones mobiles.

Le faux et l'usage de faux

Le Ministère Public reproche également à **P.1.)** d'avoir commis un grand nombre de faux en établissant de faux retours de caisse servant à justifier à chaque fois la soustraction de la somme correspondante de la caisse.

Le retour de caisse n'est prévu que pour le seul cas où un client retourne un article au magasin. Le retour est demandé quand le client s'est trompé d'article ou encore en cas de défaut de la marchandise.

Le retour de caisse auprès des magasins **SOC.2.)** concernait surtout des articles bon marché dont le prix variait entre 0,29 euros et 50 euros, alors que **P.1.)** indiquait pour la plus grande partie des montants importants compris entre 99,99 euros et 399,99

euros. Le plus souvent la prévenue établissait un faux bon de retour pour la somme de 199,99 euros.

Le faux bon de retour qui servait de pièce justificative était déposé en caisse.

Il est encore reproché à la prévenue d'avoir falsifié le livre de caisse du magasin **SOC.2.)** à **LIEU.11.)** à trois reprises et d'avoir, à de nombreux reprises, falsifié les inventaires des différents magasins pour justifier d'une part les vols de l'argent déposé dans le trésor et dans les caisses, et d'autre part pour éviter des contrôles des responsables allemands. Un stock en ordre n'éveillait pas le soupçon de la centrale.

Il lui est finalement reproché d'avoir établi une fausse quittance au profit d'une bonne œuvre (**X.)**) en gardant la somme de cent euros y libellée.

L'infraction de <u>faux</u> telle que prévue à l'article 196 du code pénal suppose la réunion de quatre éléments constitutifs:

- Une écriture prévue par la loi pénale,
- Un acte de falsification,
- Une intention frauduleuse ou une intention de nuire,
- Un préjudice ou une possibilité de préjudice.

Le faux visé par l'article 196 du code pénal suppose que l'écrit soit susceptible, dans une certaine mesure, de faire preuve de la validité des faits y énoncés pour ou contre un tiers (Cass. Belge, 8 janvier 1940, P 1940, I, 6). En d'autres termes, il faut que les écritures, publiques ou privées, soient de nature à produire des effets juridiques, c'est-à-dire qu'elles puissent par l'usage en vue duquel elles ont été rédigées, porter préjudice aux tiers et tirer des conséquences à leur égard, et que la collectivité puisse les considérer comme véridiques en raison de leur contenu ou leur forme (Cass. Belge, 9 février 1982, Pas. 1982, I, 721).

Le Tribunal constate que la prévenue a établi de faux bons de retour, une fausse quittance,falsifié le livre de caisse, les inventaires ainsi que les relevés hebdomadaires de ses heures de travail. Toutes ces pièces sont à qualifier d'écritures de commerce ou privées au sens de l'article 196 alinéa 1 du code pénal.

L'article 196 du code pénal prévoit ensuite que l'acte de falsification se fait :

- soit par fausses signatures,
- soit par contrefaçon ou altération d'écritures ou de signatures,
- soit par fabrication de conventions, dispositions, obligations ou décharges, ou par leur insertion après coup dans les actes,
- soit par addition ou altération de clauses, de déclarations ou de faits que ces actes avaient pour objet de recevoir et de constater.

Il est acquis en cause que la prévenue a repris sur les bons de retour, le livre de caisse, la quittance, les relevés de la semaine et les registres d'inventaire des situations contraires à la réalité.

Le Tribunal en conclut qu'il s'agit en l'occurrence de faux par fabrication de conventions et par altération d'écritures.

L'article 196 du code pénal exige en outre que l'auteur du faux ait agi dans une intention frauduleuse.

Il faut non seulement que le prévenu ait agi en sachant qu'il a altéré la vérité, mais il faut également qu'il ait eu connaissance que cette altération de la vérité était susceptible de porter préjudice à un intérêt public ou privé. Le dol spécial résulte de la fin, du but, du dessein que s'est fixé l'agent du crime ou du délit (Novelles de droit pénal, T II, n°1606).

Comme **P.1.)** établissait tous ces faux pour justifier du point de vue comptable les vols commis par elle, son intention frauduleuse est établie également en ce qui concerne l'établissement du faux et de son usage.

L'infraction de faux et usage de faux est partant à retenir à charge de la prévenue.

L'escroquerie

L'escroquerie requiert trois éléments constitutifs :

- l'intention frauduleuse
- la remise ou la délivrance de fonds, meubles, obligations, quittances ou décharges
- l'emploi de faux noms ou de moyens frauduleux

Il faut l'intention de s'approprier une chose appartenant à autrui. Cette intention frauduleuse se retrouve « lorsque l'auteur a agi non seulement avec la volonté de violer la loi, mais sous l'emprise d'un mobil spécial qui consiste généralement dans l'intention de nuire, d'agir méchamment, avec un esprit de fraude (Marchal et Jaspar, Droit criminel I, sub. 98, p.42).

En l'espèce, le Tribunal retient des développements qui précèdent que cette intention frauduleuse est établie dans le chef de la prévenue également en ce qui concerne les infractions lui repochées sub 27, 113 et 130.

En effet, la prévenue s'est fait remettre par la caisse des magasins **SOC.2.)** à **LIEU.2.)** et à Luxembourg trois fois la somme de 99 euros en faisant croire à des retours par des clients de caméras compactes, alors que la prévenue les avait auparavent soustraites à **LIEU.14.)**.

En ce qui concerne le matériel de jardin (Trimmer), il est encore acquis en cause qu'elle s'est fait rembourser son prix en faisant croire qu'il était destiné à l'usage de son employeur, alors qu'en réalité la prévenue s'en servait exclusivement à des fins personnelles privées.

P.1.) a encore signé une quittance justifiant la remise de la somme de 100 euros au profit d'une bonne œuvre (**X.)**), alors qu'en réalité elle avait empoché elle-même ce montant.

Dans le cas d'espèce, il est acquis en cause que **P.1.)** s'est fait remettre les sommes d'argent prédécrites par l'établissement d'une fausse quittance et le fait de présenter une fausse situation aux caissières des magasins **SOC.2.)** en abusant de sa fonction de responsable de magasin.

Il s'ensuit que les éléments constitutifs de l'escroquerie sont donnés.

Le blanchiment d'argent de l'article 506-1 du code pénal

Quant aux infractions de blanchiment, il y a lieu de retenir qu'au vu des dispositions légales des articles 506-1 et 506-4 du code pénal, l'infraction de blanchiment par détention est constituée lorsque l'auteur d'un vol détient l'argent frauduleusement soustrait.

Le tribunal renvoie au texte de l'article 506-4 du code pénal qui précise expressément « que les infractions visées à l'article 506-1 sont également punissables, lorsque l'auteur est aussi l'auteur ou le complice de l'infraction primaire ».

Il suit de cette considération que la prévenue **P.1.)** est encore à retenir dans les liens de l'infraction de blanchiment par détention par rapport aux infractions concernées.

Le délit d'extorsion

Il est enfin reproché à **P.1.)** d'avoir extorqué au préjudice de **PC.1.)**, une employée du magasin **SOC.2.)** à **LIEU.6.)**, la somme de 5.100 euros sous la menace du licenciement de cette employée.

Pour constituer le crime prévu et sanctionné par l'article 470 du code pénal, il faut que les violences exercées ou les menaces proférées aient pour but et pour conséquence la remise des objets ou la signature des actes. Elles doivent donc précéder celles-ci.

La menace, lorsqu'elle est un élément constitutif de l'extorsion, doit s'entendre de tout moyen de contrainte morale par la crainte d'un mal imminent. S'agissant de l'appréciation de la contrainte exercée, le juge du fond pourra tenir compte de la situation concrète de la victime, comme son âge, son état physique, sa situation

personnelle, tandis que la nature des menaces proférées sera on ne peut plus générale (Les infractions contre les biens, Collection Droit pénal, Larcier, 2008, p.121 et 122).

Les actes de contrainte morale peuvent s'extérioriser par la parole, le geste ou encore l'écriture. La menace doit être de nature à dominer la résistance de la victime et il faut que la victime ait l'impression qu'elle n'aura pas le moyen de recourir à l'autorité pour éviter l'accomplissement de la menace (Gaston SCHUIND, Traité pratique de droit criminel, T.I., Des vols et extorsions; Cour de Cassation, 25.03.1982, P. XV, p.252).

Il résulte de l'audition claire et précise de la victime à l'audience sous la foi du serment que **P.1.)** a menacé **PC.1.)** de la licencier pour le cas où celle-ci ne lui remettait pas la somme de 5.100 euros correspondant au montant que la prévenue avait auparavent volé dans le trésor du magasin à **LIEU.6.)** au motif qu'un contrôle de caisse serait effectué sous peu par la centrale allemande.

Il y a donc également lieu de retenir la prévenue dans les liens de cette infraction.

P.1.) est **convaincue** par les débats menés à l'audience, ensemble les éléments du dossier répressif et au vu des témoignages précis et concordants de tous les témoins:

„ als Täterin, welche die Straftaten selbst ausführte,

1) am 14. April 2011 in (…), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.1.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 199,99 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem beschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 199,99 € erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

2) am 28. Mai 2011 in (…), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.2.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 199,99 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem beschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure" von 199,99 € erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

3) am 4. Juni 2011 in Luxemburg, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.3.)",

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 199,99 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem beschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure" von 199,99 € erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

4) am 11. Juni 2011 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.2.)",

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 199,99 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem beschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 199,99 € erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

5) am 25. Juni 2011 in Luxemburg, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.4.),

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 199,99 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem beschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 199,99 € erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

6) am 8. Juli 2011 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.5.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 299,99 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem beschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 299,99 € erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

7) am 17. März 2011 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.2.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist ,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 199,99 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem beschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure" von 199,99 € erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

8) am 22. März 2011 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.2.)",

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist ,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 199,99 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem beschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure" von 199,99 € erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

9) am 19. Mai 2011 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.5.)",

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 299,99 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem beschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 299,99 € erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

10) am 20. Mai 2011 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.5.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 199,99 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem beschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 199,99 € erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

11) am 17. Januar 2011 in Luxemburg, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.3.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 199,99 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem beschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 199,99 € erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

12) am 11. Februar 2011 in Luxemburg, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.3.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 199,99 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem beschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 199,99 € erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

13) am 4. Mai 2011 in Luxemburg, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.3.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 249,99 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem beschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 249,99 € erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

14) am 7. Mai 2011 in Luxemburg, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.3.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 299,99 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem beschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure" von 299,99 € erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

15) am 30. Mai 2011 in Luxemburg, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.3.)",

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 300,19 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem beschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure" von 300,19 € erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

16) am 31. Mai 2011 in Luxemburg, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.3.)",

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 199,99 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem beschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 199,99 € erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

17) am 8. Juli 2011 in Luxemburg, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.3.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 199,99 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem beschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 399,99 € erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

18) am 11. Februar 2011 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.7.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 199,99 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem beschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 199,99 € erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

19) am 20. April 2011 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.7.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 299,99 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem beschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure" von 299,99 € erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

20) am 4. Juni 2011 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.7.)",

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 199,99 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem beschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure" von 199,99 € erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

21) am 14. Januar 2011 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.8.)",

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 207,98 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem beschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 207,98 € erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

22) am 7. Februar 2011 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.8.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 199,99 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem beschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 199,99 € erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

23) am 1. Februar 2011 in Esch/Alzette, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.15.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 199,99 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem beschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 199,99 € erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

24) am 18. April 2011 in Esch/Alzette, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.15.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 199,99 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem beschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 199,99 € erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

25) am 14. Januar 2011 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.9.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 199,99 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem beschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 199,99 € erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

26) am 14. Januar 2011 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.9.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 204,98 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem beschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 204,98 € erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

27) Ende des Jahres 2008 in (...) in der Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.2.)“, „SOC.2.) LIEU.3.)“ und „SOC.2.) LIEU.16.)“,

in betrügerischer Absicht, sich Gelder auszuliefern, indem er betrügerische Kunstgriffe anwendet, um das einen vorgeblichen Kredit glaubhaft zu machen,

in spezie, in betrügerischer Absicht, sich von Frau T.5.) 3 x 99 = 297 € aus den Kassen der Verkaufsstellen „SOC.2.) LIEU.2.)“, „SOC.2.) LIEU.3.)“ und „SOC.2.) LIEU.16.)“ geben gelassen zu haben, unter Vorspielen der falschen Tatsachen dass es sich um „Retouren“ für insgesamt 3 Kameras der Marke Praktika handeln würde;

28) am 28. Juni 2011 in Luxemburg, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.3.)“,

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, die Inventurergebnisse von Regalmeter 2 von 10.843,02 € auf 29.386,26 € gefälscht zu haben und dieses falsche Inventurergebnis benutzt zu haben um die Buchhaltung der SOC.2.) GmbH zu täuschen und die oben genannten Diebstähle zu vertuschen;

29) am 29. Juni 2011 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.7.)“,

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, die Inventurergebnisse von Regalmeter 4 von 112,43 € auf 28.302,89 € gefälscht zu haben und dieses falsche Inventurergebnis benutzt zu haben um die Buchhaltung der SOC.2.) GmbH zu täuschen und die oben genannten Diebstähle zu vertuschen;

30) am 1. Januar 2011 in Luxemburg, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.4.)“,

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, die Inventurergebnisse von Regalmeter 3 von 1.140,54 € auf 39.235,08 € gefälscht zu haben und dieses falsche Inventurergebnis benutzt zu haben um die Buchhaltung der SOC.2.) GmbH zu täuschen und die oben genannten Diebstähle zu vertuschen;

31) am 6. Juli 2011 in Esch/Alzette, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.15.)“,

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, die Inventurergebnisse von :
- Regalmeter 1 von 3.014,21 € auf 11.611,76 €
- Regalmeter 2 von 881,95 € auf 10.337,06 €
- Regalmeter 3 von 4.576,61 € auf 17.057,80 €
- Regalmeter 4 von 5.637,46 € auf 26.103,61 €
gefälscht zu haben und diese falschen Inventurergebnisse benutzt zu haben um die Buchhaltung der SOC.2.) GmbH zu täuschen und die oben genannten Diebstähle zu vertuschen;

32) am 7. Juli 2011 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.2.)“,

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, die Inventurergebnisse von :
- Regalmeter 1 von 4.754,05 € auf 9.209,81 €
- Regalmeter 2 von 3.607,46€ auf 12.570,58 €
- Regalmeter 3 von 1.005,32 € auf 11.262,33 €
gefälscht zu haben und diese falschen Inventurergebnisse benutzt zu haben um die Buchhaltung der SOC.2.) GmbH zu täuschen und die oben genannten Diebstähle zu vertuschen;

33) am 8. Juli 2011 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.8.)“,

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, die Inventurergebnisse von Regalmeter 1 von 4.928,90 € auf 22.275,53 € gefälscht zu haben und dieses falsche Inventurergebnis benutzt zu haben um die Buchhaltung der SOC.2.) GmbH zu täuschen und die oben genannten Diebstähle zu vertuschen;

34) am 11. Juli 2011 in (…), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.10.)“,

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, die Inventurergebnisse von Regalmeter 1 von 6.281,44 € auf 39.678,97 € gefälscht zu haben und dieses falsche Inventurergebnis benutzt zu haben um die Buchhaltung der SOC.2.) GmbH zu täuschen und die oben genannten Diebstähle zu vertuschen;

35) am 13. Juli 2011 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.11.)“,

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, die Inventurergebnisse von Regalmeter 1 von 4.566,52 € auf 14.150,64 € und Regalmeter 2 von 156,13 € auf 6.281,36 € gefälscht zu haben und diese falschen Inventurergebnisse benutzt zu haben um die Buchhaltung der SOC.2.) GmbH zu täuschen und die oben genannten Diebstähle zu vertuschen;

36) am 15. Juli 2011 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.6.)“,

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, die Inventurergebnisse von :
- Regalmeter 1 von 9.201,76 € auf 14.306,90 €
- Regalmeter 2 von 470,96 € auf 1.996,42 €
- Regalmeter 3 von 2.235,94 € auf 16.332,65 €
gefälscht zu haben und diese falschen Inventurergebnisse benutzt zu haben um die Buchhaltung der SOC.2.) GmbH zu täuschen und die oben genannten Diebstähle zu vertuschen;

37) im Laufe des Jahres 2010 in Luxemburg, Verkaufsstelle (...),

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, das Inventurergebnis um 18.807 € verfälscht zu haben und dieses falsche Inventurergebnis benutzt zu haben um die Buchhaltung der SOC.2.) GmbH zu täuschen und Diebstähle zu vertuschen;

38) im Laufe des Jahres 2010 in Luxemburg, Verkaufsstelle 63005,

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, das Inventurergebnis um 19.115 € verfälscht zu haben und dieses falsche Inventurergebnis benutzt zu haben um die Buchhaltung der SOC.2.) GmbH zu täuschen und Diebstähle zu vertuschen;

39) im Laufe des Jahres 2010 in Luxemburg, Verkaufsstelle 63012,

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, das Inventurergebnis um 18.400 € verfälscht zu haben und dieses falsche Inventurergebnis benutzt zu haben um die Buchhaltung der SOC.2.) GmbH zu täuschen und Diebstähle zu vertuschen;

40) seit einer nicht verjährten Zeit in Luxemburg in verschiedenen SOC.2.) Verkaufsstellen,

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, unter Zwischenschaltung von Frau T.5.), verschiedene Inventurergebnisse verfälscht zu haben und diese falschen Inventurergebnisse benutzt zu haben um die Buchhaltung SOC.2.) GmbH zu täuschen und Diebstähle zu vertuschen;

41) Anfang Dezember 2010 in der Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.4.)“,

mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 4.000 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, aus dem Tresor entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand dass der Täter eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

42) Mitte Februar 2011, in der Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.6.)“,

mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 600-700 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, aus dem Tresor entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand dass der Täter eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

43) im Laufe des Jahres 2009 in der Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.11.)“,

mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 1.300 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, aus dem Tresor entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand dass der Täter eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

44) am 22 November 2010, 24 November 2010 und 26 November 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.11.)“,

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, das Kassenbuch des Tresors der Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.11.)“ verfälscht zu haben und von diesen Fälschungen Gebrauch gemacht zu haben um den Diebstahl sub 43) zu vertuschen;

45) Im Frühling 2009 in der Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.8.)“,

mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 3.000 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, aus dem Tresor entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

46) im Herbst 2010 in der Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.15.)“,

mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 3.000 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, aus dem Tresor entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

47) am 28 Juni in der Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.16.)“,

mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH, die Summe von 480 €, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, aus dem Tresor entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

48) am 13 September 2010 in (...), in der Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.2.)“,

mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 150 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

49) am 18 Oktober 2010 in (...), in der Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.2.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 199 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 199 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

50) am 8 Dezember 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.6.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 99,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure" von 99,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

51) am 25 März 2011 in (...), in der Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.2.)",

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 199,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure" von 199,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

52) zwischen dem 6 und dem 7 Mai 2011 in Luxemburg, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.3.)",

mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 360 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter

dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

53) Ende 2010 in LIEU.14.) (D) und am 18 Juli 2011 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.2.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH 3 Kameras PRAKTIKA DC2 5,4 im Wert von 59,99 Euro, mithin Sachen die ihr nicht gehörten, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 59,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

c) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 59,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

54) an einem unbestimmten, jedoch nicht verjährten Zeitpunkt, in Deutschland und in Luxemburg, und am 18 Juli 2011 in LIEU.17.), in der Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.17.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH 5 Mobiltelefone MOTOROLA im Wert von 199,95 Euro, mithin Sachen die ihr nicht gehörten, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 199,95 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

c) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure" von 199,95 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

55) am 19 Mai 2010 in (...), in der Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.7.)",

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 99,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure" von 99,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

56) am 7 September 2010 in (...), in der Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.7.)",

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 299,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 299,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

57) am 17 September 2010 in (...), in der Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.7.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 299,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 299,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

58) am 18 September 2010 in (...), in der Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.7.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 299,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 299,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

59) am 12 April 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.12.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 200,09 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 200,09 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

60) am 15 April 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.12.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 199 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 199 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

61) am 22 April 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.12.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 99,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 99,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

62) am 26 Juni 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.12.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 200,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 200,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

63) am 13 Juli 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.12.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 301,98 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter

dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 301,98 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

64) am 14 Juli 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.12.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 299,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 299,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

65) am 21 Juli 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.12.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 299,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 299,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

66) am 5 August 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.12.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 199,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 199,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

67) am 7 August 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.12.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 199, 99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 199,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

68) am 7 September 2010 in Luxemburg, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.3.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 199,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 199,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

69) am 27 September 2010 in Luxemburg, Verkaufsstelle „LIEU.3.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 199,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 199,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

70) am 19 November 2010 in Luxemburg, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.3.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 199,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure" von 199,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

71) am 11 Februar 2010 in Esch/Alzette, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.15.)",

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 323,92 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure" von 323,92 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

72) am 12 April 2010 in Esch/Alzette, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.15.)",

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 150 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 150 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

73) am 14 Juni 2010 in Esch/Alzette, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.15.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 399,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 399,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

74) am 19 Juli 2010 in Esch/Alzette, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.15.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 405,28 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 405,28 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

75) am 26 Juli 2010 in Esch/Alzette, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.15.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 399,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 399,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

76) am 17 September 2010 in Esch/Alzette, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.15.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 167,52 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 167,52 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

77) am 18 November 2010 in Esch/Alzette, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.15.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 199, 99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure" von 199,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

78) am 8 Januar 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.2.)",

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 176,97 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure" von 176,97 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

79) am 9 April 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.2.)",

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 173,90 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter

dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 173,90 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

80) am 4 August 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.2.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 199,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 199,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

81) am 18 Oktober 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.2.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 199,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 199,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

82) am 25 März 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.2.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 199,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 199,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

83) am 26 Januar 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.5.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 178,64 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 178, 64 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

84) am 5 Juli 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.5.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 304,78 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 304,78 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

85) am 12 November 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.5.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 199,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 199,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

86) am 13 Oktober 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.6.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 216,67 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure" von 216, 67 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

87) am 16 November 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.6.)",

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 199,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure" von 199,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

88) am 8 Dezember 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.6.)",

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 109,98 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 109, 98 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

89) am 5 Mai 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.8.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 244,44 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 244,44 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

90) am 1 September 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.8.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 159,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 159, 99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

91) am 21 Juni 2010 in Luxemburg, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.16.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 199,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 199,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

92) am 14 Juni 2010 in Esch/Alzette, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.1.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 299,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 299,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

93) am 22 November 2010 in Esch/Alzette, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.1.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 199,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure" von 199,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

94) am 26 Mai 2010 in Luxemburg, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.4.)",

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 204,98 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure" von 204,98 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

95) am 6 September 2010 in Luxemburg, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.4.)",

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 99,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter

dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure" von 99,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

96) am 12 Oktober 2010 in Luxemburg, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.4.)",

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 199,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure" von 199,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

97) am 12 November 2010 in Luxemburg, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.4.)",

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 301,78 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 301,78 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

98) am 4 Dezember 2010 in Luxemburg, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.4.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 305,28 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 305,28 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

99) am 15 Juli 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.13.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 144,22 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 144,22 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

100) am 19 Oktober 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.13.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 185,08 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 185,08 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

101) am 14 September 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.9.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 299,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 299,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

102) am 20 September 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.9.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 303,91 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 303,91 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

103) am 20 November 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.9.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 205,98 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 205,98 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

104) am 26 November 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.9.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 201,64 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 201,64 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

105) am 3 Dezember 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.9.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 99,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 99, 99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

106) am 3 Dezember 2010 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.9.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 204,76 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 204,76 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

107) am 17 März 2011 in (...), Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.9.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 199,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 199, 99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

108) am 2 Februar 2010 in Luxemburg, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.17.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 327 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 327 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

109) am 6 Dezember 2010 in Luxemburg, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.17.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 257,97 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure" von 257,97 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

110) am 22 Dezember 2010 in Luxemburg, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.17.)",

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 151,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure" von 151,99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

111) am 19 Februar 2011 in Luxemburg, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.17.)",

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 99,99 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter

dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure" von 99, 99 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

112) am 18 Juli 2011 in Luxemburg, Verkaufsstelle „SOC.2.) LIEU.17.)",

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 199,95 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure" von 199,95 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

113) Am 17 April 2010 im Gerichtsbezirk Luxemburg,

in betrügerischer Absicht, sich Gelder auszuliefern, indem er betrügerische Kunstgriffe anwendet, um das einen vorgeblichen Kredit glaubhaft zu machen,

in spezie, in der Absicht sich eine Summe anzueignen, die ihr nicht gehörte, sich von SOC.2.) GmbH die Summe von 45,77 Euro ausbezahlt haben zu lassen unter Anwendung von betrügerischen Machenschaften, in spezie durch die Angabe die Summe wäre für einen Turbotrimmer der in der Filiale LIEU.13.) benutzt würde, wohingegen der Turbotrimmer für ihren eigenen Gebrauch war;

114) Am 8 Februar 2010 im Gerichtsbezirk Luxemburg,

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Privatschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Akten, durch Hinzufügung von Tatsachen, welche in den Akten festgestellt werden sollten,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Privatschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Akten, durch Hinzufügung von Tatsachen, welche in den Akten festgestellt werden sollten, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, den Wochentätigkeitsnachweis BL gefälscht zu haben indem sie angab um 14.00 Uhr in LIEU.1.) gewesen zu sein, wohingegen aus der Kraftstoffabrechnung ersichtlich ist dass sie um 13.58 Uhr in (...) getankt hat und von diesem gefälschten Wochentätigkeitsnachweis Gebrauch gemacht zu haben um die vorher beschriebenen Straftaten zum Teil zu verschleiern, oder ihre Arbeitszeit zu erhöhen;

115) Am 11 Mai 2010 im Gerichtsbezirk Luxemburg,

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Privatschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Akten, durch Hinzufügung von Tatsachen, welche in den Akten festgestellt werden sollten,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Privatschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Akten, durch Hinzufügung von Tatsachen, welche in den Akten festgestellt werden sollten, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, den Wochentätigkeitsnachweis BL gefälscht zu haben indem sie angab um 18.30 Uhr in (...) gewesen zu sein, wohingegen aus der Kraftstoffabrechnung ersichtlich ist dass sie um 18.59 Uhr in (...) (D) getankt hat und von diesem gefälschten Wochentätigkeitsnachweis Gebrauch gemacht zu haben um die vorher beschriebenen Straftaten zum Teil zu verschleiern, oder ihre Arbeitszeit zu erhöhen;

116) Am 11 Juni 2010 im Gerichtsbezirk Luxemburg,

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Privatschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Akten, durch Hinzufügung von Tatsachen, welche in den Akten festgestellt werden sollten,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Privatschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Akten, durch Hinzufügung von Tatsachen, welche in den Akten festgestellt werden sollten, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, den Wochentätigkeitsnachweis BL gefälscht zu haben indem sie angab von 08.30 Uhr bis 13.00 Uhr in LIEU.1.) gewesen zu sein, wohingegen aus der Kraftstoffabrechnung ersichtlich ist dass sie um 11.17 Uhr in (...) getankt hat und von diesem gefälschten Wochentätigkeitsnachweis Gebrauch gemacht zu haben um die vorher beschriebenen Straftaten zum Teil zu verschleiern, oder ihre Arbeitszeit zu erhöhen;

117) Am 16 Juni 2010 im Gerichtsbezirk Luxemburg,

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Privatschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Akten, durch Hinzufügung von Tatsachen, welche in den Akten festgestellt werden sollten,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Privatschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Akten, durch Hinzufügung von Tatsachen, welche in den Akten festgestellt werden sollten, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, den Wochentätigkeitsnachweis BL gefälscht zu haben indem sie angab um 09.00 Uhr in (...) gewesen zu sein, wohingegen aus der Kraftstoffabrechnung ersichtlich ist dass sie um 08.27 Uhr in (...) (D) getankt hat und von diesem gefälschten Wochentätigkeitsnachweis Gebrauch gemacht zu haben um die vorher beschriebenen Straftaten zum Teil zu verschleiern, oder ihre Arbeitszeit zu erhöhen;

118) Am 24 Juni 2010 im Gerichtsbezirk Luxemburg,

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Privatschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Akten, durch Hinzufügung von Tatsachen, welche in den Akten festgestellt werden sollten,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Privatschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Akten, durch Hinzufügung von Tatsachen, welche in den Akten festgestellt werden sollten, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, den Wochentätigkeitsnachweis BL gefälscht zu haben indem sie angab um 09.00 Uhr in (...) gewesen zu sein, wohingegen aus der Kraftstoffabrechnung ersichtlich ist dass sie um 08.24 Uhr in (...) (D) getankt hat und von diesem gefälschten Wochentätigkeitsnachweis Gebrauch gemacht zu haben um die vorher beschriebenen Straftaten zum Teil zu verschleiern, oder ihre Arbeitszeit zu erhöhen;

119) Am 6 August 2010 im Gerichtsbezirk Luxemburg,

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Privatschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Akten, durch Hinzufügung von Tatsachen, welche in den Akten festgestellt werden sollten,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Privatschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Akten, durch Hinzufügung von Tatsachen, welche in den Akten festgestellt werden sollten, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, den Wochentätigkeitsnachweis BL gefälscht zu haben indem sie angab von 08.10 Uhr bis 18.10 Uhr in (...) gewesen zu sein, wohingegen aus der Kraftstoffabrechnung ersichtlich ist dass sie um 09.23 Uhr in (...) (D) getankt hat

und von diesem gefälschten Wochentätigkeitsnachweis Gebrauch gemacht zu haben um die vorher beschriebenen Straftaten zum Teil zu verschleiern, oder ihre Arbeitszeit zu erhöhen;

120) Am 25 Februar 2011 im Gerichtsbezirk Luxemburg,

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Privatschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Akten, durch Hinzufügung von Tatsachen, welche in den Akten festgestellt werden sollten,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Privatschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Akten, durch Hinzufügung von Tatsachen, welche in den Akten festgestellt werden sollten, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, den Wochentätigkeitsnachweis BL gefälscht zu haben indem sie angab von 08.10 Uhr bis 12.30 Uhr in (...) gewesen zu sein, wohingegen aus der Kraftstoffabrechnung ersichtlich ist dass sie um 11.12 Uhr in (...) getankt hat und von diesem gefälschten Wochentätigkeitsnachweis Gebrauch gemacht zu haben um die vorher beschriebenen Straftaten zum Teil zu verschleiern, oder ihre Arbeitszeit zu erhöhen;

121) Am 1 März 2011 im Gerichtsbezirk Luxemburg,

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Privatschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Akten, durch Hinzufügung von Tatsachen, welche in den Akten festgestellt werden sollten,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Privatschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Akten, durch Hinzufügung von Tatsachen, welche in den Akten festgestellt werden sollten, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, den Wochentätigkeitsnachweis BL gefälscht zu haben indem sie angab von 11.45 Uhr bis 18.15 Uhr in LIEU.14.) (D) (D) gewesen zu sein, wohingegen aus der Kraftstoffabrechnung ersichtlich ist dass sie um 12.20 Uhr in (...) getankt hat und von diesem gefälschten Wochentätigkeitsnachweis Gebrauch gemacht zu haben um die vorher beschriebenen Straftaten zum Teil zu verschleiern, oder ihre Arbeitszeit zu erhöhen;

122) Am 4 März 2011 im Gerichtsbezirk Luxemburg,

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Privatschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Akten, durch Hinzufügung von Tatsachen, welche in den Akten festgestellt werden sollten,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Privatschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Akten, durch Hinzufügung von Tatsachen, welche in den Akten festgestellt werden sollten, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, den Wochentätigkeitsnachweis BL gefälscht zu haben indem sie angab von 09.30 Uhr bis 18.15 Uhr in Luxemburg-Liberté gewesen zu sein, wohingegen aus der Kraftstoffabrechnung ersichtlich ist dass sie um 13.57 Uhr in LIEU.14.) (D) getankt hat und von diesem gefälschten Wochentätigkeitsnachweis Gebrauch gemacht zu haben um die vorher beschriebenen Straftaten zum Teil zu verschleiern, oder ihre Arbeitszeit zu erhöhen;

123) Am 17 März 2011 im Gerichtsbezirk Luxemburg,

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Privatschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Akten, durch Hinzufügung von Tatsachen, welche in den Akten festgestellt werden sollten,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Privatschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Akten, durch Hinzufügung von Tatsachen, welche in den Akten festgestellt werden sollten, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, den Wochentätigkeitsnachweis BL gefälscht zu haben indem sie angab um 18.15 Uhr in LIEU.1.) gewesen zu sein, wohingegen aus der Kraftstoffabrechnung ersichtlich ist dass sie um 18.29 Uhr in (...) (D) getankt hat und von diesem gefälschten Wochentätigkeitsnachweis Gebrauch gemacht zu haben um die vorher beschriebenen Straftaten zum Teil zu verschleiern, oder ihre Arbeitszeit zu erhöhen;

124) Am 19 April 2011 im Gerichtsbezirk Luxemburg,

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Privatschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Akten, durch Hinzufügung von Tatsachen, welche in den Akten festgestellt werden sollten,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Privatschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Akten, durch Hinzufügung von Tatsachen, welche in den Akten festgestellt werden sollten, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, den Wochentätigkeitsnachweis BL gefälscht zu haben indem sie angab um 08.45 Uhr in (...) gewesen zu sein, wohingegen aus der Kraftstoffabrechnung ersichtlich ist dass sie um 08.39 Uhr in (...) (D) getankt hat und von diesem gefälschten Wochentätigkeitsnachweis Gebrauch gemacht zu haben um die vorher beschriebenen Straftaten zum Teil zu verschleiern, oder ihre Arbeitszeit zu erhöhen;

125) Am 31 Mai 2011 im Gerichtsbezirk Luxemburg,

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Privatschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Akten, durch Hinzufügung von Tatsachen, welche in den Akten festgestellt werden sollten,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Privatschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Akten, durch Hinzufügung von Tatsachen, welche in den Akten festgestellt werden sollten, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, den Wochentätigkeitsnachweis BL gefälscht zu haben indem sie angab um 18.45 Uhr in (...) gewesen zu sein, wohingegen aus der Kraftstoffabrechnung ersichtlich ist dass sie um 18.58 Uhr in LIEU.14.) (D) getankt hat und von diesem gefälschten Wochentätigkeitsnachweis Gebrauch gemacht zu haben um die vorher beschriebenen Straftaten zum Teil zu verschleiern, oder ihre Arbeitszeit zu erhöhen;

126) Am 10 Juni 2011 im Gerichtsbezirk Luxemburg,

in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Privatschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Akten, durch Hinzufügung von Tatsachen, welche in den Akten festgestellt werden sollten,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Privatschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Akten, durch Hinzufügung von Tatsachen, welche in den Akten festgestellt werden sollten, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, den Wochentätigkeitsnachweis BL gefälscht zu haben indem sie angab von 09.30 Uhr bis 18.05 Uhr in (...) gewesen zu sein, wohingegen aus der Kraftstoffabrechnung ersichtlich ist dass sie um 10.29 Uhr in (...) (D) getankt hat und von diesem gefälschten Wochentätigkeitsnachweis Gebrauch gemacht zu haben um die vorher beschriebenen Straftaten zum Teil zu verschleiern, oder ihre Arbeitszeit zu erhöhen;

127) Zwischen Mitte Februar 2011 und dem 21 März 2011 in (...),

durch Gewalt oder Bedrohungen die Herausgabe von Geldern erpresst zu haben,

in spezie, zum Nachteil von PC.1.) die Herausgabe von 5.100 Euro erpresst zu haben unter der Bedrohung ihr bei Nichterfüllen der Herausgabe des Geldes fristlos zu kündigen;

128) Zwischen Anfang 2010 und August 2011 im Gerichtsbezirk Luxemburg,

sich der Geldwäsche schuldig gemacht zu haben indem sie die Erträge aus Straftaten erhalten, besessen und benutzt hat, wissend dass diese Beträge aus Straftaten stammen würden,

in spezie, Geldwäsche betrieben zu haben indem sie die Erträge aus den vorerwähnten Straftaten 1) – 127) erhalten, besessen und benutzt hat, wissend dass diese Beträge aus Straftaten stammen würden.

129) Am 1. September 2010 in Luxemburg, Verkaufsstelle „SOC.2.)-LIEU.8.)“,

a) mithin eine Sache welche ihm nicht gehörte, in betrügerischer Weise entwendet zu haben, mit der Maßgabe, dass der Dieb ein Lohnbediensteter ist,

in spezie, in betrügerischer Absicht, zum Nachteil der SOC.2.) GmbH die Summe von 204,97 Euro, mithin eine Sache die ihr nicht gehörte, entwendet zu haben, unter dem erschwerenden Umstand, dass die Täterin eine Angestellte der SOC.2.) GmbH war;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Retoure“ von 204,97 Euro erstellt zu haben und davon Gebrauch gemacht zu haben um den obengenannten Diebstahl zu vertuschen;

130) Am 11. März 2011 in (...),

a) in betrügerischer Absicht, sich Gelder auszuliefern, indem er betrügerische Kunstgriffe anwendet, um das einen vorgeblichen Kredit glaubhaft zu machen,

in spezie, in der Absicht sich die Summe von 100 Euro anzueignen, sich diese Summe von SOC.2.) GmbH ausbezahlen haben zu lassen unter Anwendung von betrügerischen Machenschaften, in spezie dem Erstellen einer „Quittung“ von 100 Euro, unter dem Vorwand, dass diese 100 Euro der Nachbarhilfe X.) zugute kommen sollte, letztere jedoch nicht existiert;

b) in betrügerischer Absicht, eine Fälschung in Handelsschriftstücken begangen zu haben, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen,

in betrügerischer Absicht, wissentlich von einer Fälschung in Handelsschriftstücken, durch fälschliche Anfertigung von Vereinbarungen, Gebrauch gemacht zu haben,

in spezie, eine falsche „Quittung“ von 100 Euro erstellt zu haben und bei SOC.2.) GmbH eingereicht zu haben, um von SOC.2.) GmbH den Betrag von 100 Euro zu erhalten.“

Au vu de la multiplicité des infractions commises, il y a lieu à application des règles du concours réel, partant de l'article 60 du code pénal et de ne prononcer que la peine la plus forte qui pourra cependant être élevée au double du maximum sans pouvoir dépasser la somme des peines encourues.

En application des articles 463 et 464 du code pénal, le vol domestique est sanctionné d'une peine d'emprisonnement de trois mois au moins à cinq ans et d'une amende de 251 à 5.000 euros.

Concernant les infractions de faux et d'usage de faux, il est de jurisprudence constante que lorsque le faussaire fait lui-même usage du faux, cet usage ne forme que le dernier acte de la consommation de l'infraction de faux, il s'ensuit que l'auteur du faux et de l'usage de faux ne commet qu'une seule infraction; l'ensemble des faits délictueux étant le résultat de la même intention criminelle.

En vertu de l'article 196 du code pénal, ensemble l'article 214 du même code, la peine encourue pour l'infraction de faux et d'usage de faux est la réclusion de 5 à 10 ans et une amende de 251 à 125.000 euros.

En vertu de l'article 470 du code pénal, la peine encourue pour l'infraction d'extorsion à l'aide de menaces est la réclusion de 5 à 10 ans.

Suite à la décriminalisation accordée par la Chambre du conseil et en application de l'article 74 al. 5 du code pénal, la peine encourue est un emprisonnement de trois mois au moins, le maximum étant de 5 ans. En vertu de l'article 77 du code pénal, le prévenu peut en outre être condamné à une amende de 251 euros à 10.000 euros.

Comme les circonstances atténuantes sont définitivement acquises à la prévenue, il y a lieu d'appliquer facultativement l'article 77 du code pénal et de ne pas retenir l'amende obligatoire de l'article 214 du code pénal en ce qui concerne les infractions de faux et l'usage de faux. L'application de circonstances atténuantes concerne tant la peine de réclusion que la peine d'amende fût-elle obligatoire avant la décriminalisation.

Le délit de blanchiment est puni, en vertu de l'article 506-1 d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 1.250 euros à 1.250.000 euros, ou de l'une de ces peines seulement.

L'infraction d'escroquerie est punie, en vertu de l'article 496 du code pénal d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 251 euros à 30.000 euros.

En vertu de l'article 61 alinéa 3 du code pénal, si les peines privatives de liberté sont de même durée, la peine la plus forte est celle dont le taux de l'amende obligatoire est le plus élevé.

Le minimum de la peine d'emprisonnement n'est uniquement pris en considération si aucun des deux textes ne prévoit une peine d'amende (Jean CONSTANT, n° 68, Traité de Droit pénal).

La peine la plus forte, donc celle à encourir par la prévenue **P.1.)**, est par conséquent en l'espèce comminée pour l'infraction d'escroquerie, étant donné qu'elle prévoit une amende obligatoire d'un maximum de 30.000 euros.

Dans l'appréciation de la peine, le Tribunal tient compte du fait que la prévenue a commis un nombre considérable de faits retenus à sa charge c'est-à-dire 130 infractions.

En tenant compte de la gravité des faits, le Tribunal condamne la prévenue **P.1.)** à une peine d'emprisonnement de **6 ans** et à une amende de **2.500** euros.

Au civil

1.Partie civile de la société anonyme **SOC.1.)** GMBH, anciennement **SOC.2.)** GMBH contre la prévenue **P.1.)**

A l'audience publique du 4 juin 2013, Maître Rosario GRASSO, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, se constitua partie civile au nom et pour le compte de la société anonyme **SOC.1.)** GMBH, anciennement **SOC.2.)** GMBH contre la prévenue **P.1.)**.

Cette partie civile est conçue comme suit :

« (...) »

Il y a lieu de donner acte à la demanderesse au civil de sa constitution de partie civile.

Le Tribunal est compétent pour en connaître eu égard à la décision à intervenir au pénal à l'égard de **P.1.)**.

« (...) »

Ladite demande est recevable pour avoir été introduite dans les forme et délai de la loi.

Il y a lieu de donner acte à la demanderesse au civil la société anonyme **SOC.1.)** GMBH, anciennement **SOC.2.)** GMBH de sa constitution de partie civile.

Le Tribunal est compétent pour en connaître, eu égard à la décision à intervenir au pénal à l'égard de la prévenue **P.1.)**.

La demande civile est recevable pour avoir été faite dans les forme et délai de la loi.

La demanderesse au civil réclame tout d'abord réparation de son préjudice matériel subi suite aux vols, faux et escroqueries commis par la prévenue et elle évalue ce montant à la somme de 38.494,98 euros.

Au vu des pièces fournies par la demanderesse au civil, le Tribunal retient que la demande civile est fondée et justifiée pour le montant du dommage matériel réclamé qui s'élève à la somme de 38.494,98 euros.

Le Tribunal condamne partant **P.1.)** à payer à la société anonyme **SOC.1.)** GMBH, anciennement **SOC.2.)** GMBH le montant de **38.494,98 euros,** avec les intérêts légaux à partir de la date des infractions respectives, jusqu'à solde.

La demanderesse au civil réclame une indemnité de procédure d'un montant de 2.250 euros.

Cette demande est recevable sur base de l'article 194 du code d'instruction criminelle.

Au vu des éléments de la présente cause, le Tribunal fixe l'indemnité de procédure à **750 euros**.

2. Partie civile de **PC.1.)** contre la prévenue **P.1.)**

A l'audience publique du 5 juin 2013, **PC.1.)** se constitua oralement partie civile contre la prévenue **P.1.)**.

Il y a lieu de donner acte à la demanderesse au civil de sa constitution de partie civile.

Le Tribunal est compétent pour en connaître eu égard à la décision à intervenir au pénal à l'égard de **P.1.)**.

Ladite demande est recevable pour avoir été introduite dans les forme et délai de la loi.

La demanderesse au civil réclame réparation de son préjudice matériel subi suite à l'extorsion commise par la prévenue et elle évalue ce montant à la somme de 4.600 euros.

Au vu des pièces annexées au procès-verbal numéro 10041 du 30 janvier 2012 établi par la Police Grand-Ducale, circonscription régionale de Diekirch, CI Diekirch et des explications fournies par la demanderesse au civil, le Tribunal retient que la demande

civile est fondée et justifiée pour le montant du dommage matériel réclamé qui s'élève à la somme de 4.600 euros.

Le Tribunal condamne partant **P.1.)** à payer à **PC.1.)** le montant de **4.600 euros,** avec les intérêts légaux à partir de la date de la remise de la somme extorquée c'est-à-dire le 21 mars 2011, jusqu'à solde.

3. Partie civile de **PC.2.)** contre la prévenue **P.1.)**

A l'audience publique du 5 juin 2013, **PC.2.)** se constitua oralement partie civile contre la prévenue **P.1.)**.

Il y a lieu de donner acte à la demanderesse au civil de sa constitution de partie civile.

Le Tribunal est compétent pour en connaître eu égard à la décision à intervenir au pénal à l'égard de **P.1.)**.

Ladite demande est recevable pour avoir été introduite dans les forme et délai de la loi.

La demanderesse au civil réclame réparation de son préjudice matériel subi suite au vol commis par la prévenue au trésor du magasin **SOC.2.) LIEU.3.)** et elle évalue ce montant à la somme de 490 euros.

Comme repris ci-dessus sub 52, la prévenue a été convaincue d'avoir, entre le 6 et 7 mai 2011, soustrait frauduleusement au trésor du magasin **SOC.2.) LIEU.3.)** la somme de 360 euros.

Même s'il est établi que la demanderesse a remis à la prévenue en date du 11 mai 2011 le montant de 490 euros pour combler la différence de caisse à l'occasion de son licenciement, **P.1.)** n'a pas été poursuivie pour toute la différence de caisse.

Au vu de ce qui précède, le Tribunal retient que la demande civile est cependant fondée et justifiée partiellement pour le montant de 360 euros.

Le Tribunal condamne partant **P.1.)** à payer à **PC.2.)** le montant de **360 euros,** avec les intérêts légaux à partir de la date de la remise de la somme c'est-à-dire le 11 mai 2011, jusqu'à solde.

P A R C E S M O T I F S,

le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, douzième chambre, siégeant en matière correctionnelle, statuant par **défaut** à l'égard de **P.1.)**, les demandeurs au civil

entendus en leurs explications, et le représentant du Ministère Public entendu en son réquisitoire,

au pénal

c o n d a m n e P.1.) du chef des infractions retenues à sa charge à une peine d'emprisonnement de **six (6) ans** et à une amende de **deux mille cinq cents (2.500) euros**, ainsi qu'aux frais de sa poursuite pénale, ces frais liquidés à 920,89 euros,

fixe la durée de la contrainte par corps en cas de non-paiement de l'amende à cinquante (50) jours,

au civil

1. Partie civile de la société anonyme **SOC.1.)** GMBH, anciennement **SOC.2.)** GMBH contre la prévenue **P.1.)**

d o n n e a c t e à la société anonyme **SOC.1.)** GMBH, anciennement **SOC.2.)** GMBH de sa constitution de partie civile;

s e d é c l a r e compétent pour en connaître;

la **d i t** recevable en la forme;

d i t la demande fondée et justifiée pour le montant de **trente huit mille quatre cent quatre-vingt-quatorze virgule quatre-vingt-dix-huit (38.494,98) euros**;

c o n d a m n e P.1.) à payer à la société anonyme **SOC.1.)** GMBH, anciennement **SOC.2.)** GMBH, la somme de **trente huit mille quatre cent quatre-vingt-quatorze virgule quatre-vingt-dix-huit (38.494,98) euros,** avec les intérêts légaux à partir de la date des infractions respectives, jusqu'à solde;

d i t la demande en obtention d'une indemnité de procédure **r e c e v a b l e** et f o n d é e pour le montant de **sept cent cinquante (750) euros**;

c o n d a m n e P.1.) à payer à la société anonyme **SOC.1.)** GMBH, anciennement **SOC.2.)** GMBH, la somme de **sept cent cinquante (750) euros**;

c o n d a m n e P.1.) aux frais de cette demande civile.

2. Partie civile de **PC.1.)** contre la prévenue **P.1.)**

d o n n e a c t e à **PC.1.)** de sa constitution de partie civile;

s e d é c l a r e **compétent** pour en connaître;

la **d i t** recevable en la forme;

d i t la demande fondée et justifiée pour le montant de **quatre mille six cents (4.600) euros**;

c o n d a m n e P.1.) à payer à **PC.1.)** la somme de **quatre mille six cents (4.600) euros,** avec les intérêts légaux à partir du 21 mars 2011, jusqu'à solde;

c o n d a m n e P.1.) aux frais de cette demande civile.

2. Partie civile de **PC.2.)** contre la prévenue **P.1.)**

d o n n e a c t e à **PC.2.)** de sa constitution de partie civile;

s e d é c l a r e **compétent** pour en connaître;

la **d i t** recevable en la forme;

d i t la demande fondée et justifiée pour le montant de **trois cent soixante (360) euros**;

c o n d a m n e P.1.) à payer à **PC.2.)** la somme de **trois cent soixante (360) euros,** avec les intérêts légaux à partir du 21 mars 2011, jusqu'à solde;

c o n d a m n e P.1.) aux frais de cette demande civile.

Par application des articles 14, 15, 16, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 44, 45, 50, 60, 66, 74, 196, 197, 463, 464, 470, 496, 506-1; des articles 1, 2, 3, 155, 179, 182, 184, 185, 189, 190, 190-1, 191, 194, 195 et 196 du code d'instruction criminelle qui furent désignés à l'audience par le vice-président.

Par lettre entrée au Ministère Public le 5 septembre 2013, **P.1.)** a relevé opposition contre ledit jugement.

Par citation du 3 octobre 2014, le Procureur d'Etat près le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg a requis la prévenue **P.1.)** de comparaître aux audiences publiques du 13 janvier 2015, du 14 janvier 2015 et du 15 janvier 2015 devant le Tribunal correctionnel de ce siège pour y entendre statuer sur le mérite de son opposition.

La prévenue **P.1.)** ne comparut pas à l'audience du 13 janvier 2015.

Le représentant du Ministère Public, Gilles HERRMANN, substitut principal du Procureur d'Etat, résuma l'affaire et fut entendu en son réquisitoire.

Le Tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit séance tenante, le

J U G E M E N T q u i s u i t :

Vu le jugement numéro 2305/2013 rendu en date du 15 juillet 2013 par le Tribunal correctionnel de ce siège par défaut à l'égard de la prévenue **P.1.)**.

Vu l'opposition relevée par **P.1.)** contre ce jugement.

Vu la citation du 3 octobre 2014, régulièrement notifiée à **P.1.)**.

P.1.), bien que dûment citée, n'a pas comparu à l'audience du 13 janvier 2015. Il y a partant lieu de statuer par défaut à son égard.

L'opposition étant réputée non avenue par application des dispositions de l'article 188 du code d'instruction criminelle, le Tribunal ne peut dès lors pas examiner le bien fondé de l'opposition.

En effet, lorsque le prévenu qui fait opposition ne comparaît pas à l'audience fixée pour l'instruction de son recours, le juge commettrait un excès de pouvoir s'il modifiait la décision frappée d'opposition (cf. notamment Cass. belge, 30 octobre 1922, Pas. 1923, I. 33, Cass. belge, 7 décembre 1988, Pas. 1989, I. 383, G. SCHUIND, Traité Pratique de Droit Criminel page 490).

P A R C E S M O T I F S :

le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, douzième chambre, siégeant en matière correctionnelle, statuant **par défaut** à l'égard de **P.1.)**, le représentant du Ministère Public entendu en son réquisitoire,

d é c l a r e l'opposition relevée par la prévenue **P.1.)** contre le jugement par défaut numéro 2305/2013 du 15 juillet 2013 **n o n a v e n u e** ;

c o n d a m n e **P.1.)** aux frais de l'instance d'opposition, ces frais liquidés à 737,27 euros.

Par application des articles 1, 179, 182, 184, 185, 187, 188, 190, 190-1, 194, 195 et 196 du code d'instruction criminelle qui furent désignés à l'audience par le vice-président.

Ainsi fait et jugé par Marc THILL, vice-président, Christina LAPLUME, premier juge, et Paul LAMBERT, juge, et prononcé par le vice-président en audience publique au Tribunal d'Arrondissement à Luxembourg, en présence de Gilles HERRMANN, substitut principal du Procureur d'Etat, et de Pierre SCHMIT, greffier, qui, à l'exception de la représentante du Ministère Public, ont signé le présent jugement.